Mouvement des Entreprises de France

« Ce sont les entreprises qui font la croissance »

Publié le 3 octobre 2023

Invité de « La grande Interview » sur BFM Business, le 03 octobre dernier, Patrick Martin a rappelé que ce sont les entreprises qui font la croissance et qu'elles attendent des signaux positifs de la part des pouvoirs publics.

Sur les ponctions envisagées par l'Etat

Interrogé sur les ponctions envisagées par l'Etat sur les régimes gérés par les partenaires sociaux, Patrick Martin a redit l'opposition des entreprises : « *On est face à une situation assez critique et un calendrier qui est assez bref. Donc j'ai considéré, nous avons considéré qu'il fallait publiquement exprimer notre point de vue. En clair, notre opposition aux ponctions que l'Etat imagine, que ce soit sur les retraites complémentaires Agirc-Arrco ou sur l'assurance chômage* ». Il a également rappelé que « *ce sont les entreprises qui font la croissance* ».

Sur la conjoncture actuelle et l'attitude de l'Etat vis-à-vis des entreprises

« *Nos adhérents, nos 190.000 entreprises adhérentes sont parfaitement conscientes d'une dégradation conjoncturelle. Pour autant, elles veulent continuer à embaucher, elles veulent continuer à investir. Ça suppose qu'il y ait un desserrement au niveau financier, sur les taux d'intérêt et la disponibilité de l'argent. Mais l'appétit est toujours là et c'est nous qui tracterons la croissance. Il faut nous envoyer des signaux positifs* », a déclaré le président du Medef, déplorant « *une forme de contradiction entre les propos très probusiness en faveur de la politique de l'offre du Gouvernement et les actes. Il faut toujours mettre les actes en accord avec les propos* ». Selon lui, « *il y a dans le projet de loi de finances et dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale un certain nombre de remises en cause de cette politique de l'offre au motif que les finances publiques sont dégradées* ».

Rappelant que « *les entreprises acquittent 68 milliards d'euros, c'est à dire deux fois plus que cinq ans auparavant* » et qu'elles ont créé deux millions d'emplois, Patrick Martin refuse que l'on parle de cadeaux aux entreprises en évoquant la politique fiscale du gouvernement, pour lui, ce sont les entreprises qui font « *un cadeau au pays* ».

Sur les transports collectifs

« *Les entreprises contribuent massivement aux transports collectifs* », précise par ailleurs Patrick Martin. « *Elles payent 50 % des transports en commun de proximité à travers la France, alors que leurs salariés ne sont qu'à hauteur de 25 % les usagers de ces transports en commun. Très concrètement, vous avez des zones industrielles qui ne sont pas desservies par les transports en commun ou en tout cas à des horaires qui ne correspondent pas à ceux des prises de poste des salariés, Donc à la fois en termes de financement et de participation à la gouvernance, nous souhaitons être beaucoup mieux considérés* ».

Sur les finances publiques

Rappelant une nouvelle fois que « *la croissance économique est le meilleur moyen de provoquer des rentrées fiscales, de créer de l'emploi, de créer de la richesse donc de contribuer à l'équilibre des finances publiques* », Patrick Martin, « *considère que le vrai problème en matière de finances publiques c'est la maîtrise et, si possible, la réduction des frais de fonctionnement courants* ».

Sur le coût du travail

Interrogé sur la proposition de Jérôme Guedj de supprimer l'allégement de charges sociales sur les salaires entre deux fois et demie et trois fois et demie le Smic, Patrick Martin rappelle que « *c'est exactement la tranche de salaire sur laquelle la France n'est pas compétitive par rapport à ses concurrents. Alors, si on renchérit encore le coût du travail à ces niveaux de rémunération, eh bien les mêmes causes produisant les mêmes effets, on perdra des emplois qualifiés* ».

« *Il ne s'agit nullement de « dire non à tout* », affirme Patrick Martin, nous disons oui avec des applaudissements à la poursuite de la politique de l'offre. Cette politique marche, elle marche spectaculairement, pourquoi la remettre en cause ? ». Pour lui, « *un des grands problèmes de notre pays, c'est qu'on veut tout réglementer dans la vie des particuliers, dans la vie des entreprises, dans la sphère publique. Notre pays a besoin de liberté* ».

Sur les retraites complémentaires

Pour Patrick Martin, une ponction de l'Etat sur les régimes Agirc-Arrco « *poserait deux problèmes. D'abord, elle remettrait en cause le paritarisme de gestion. Deuxièmement, ce serait finalement, une pénalité aux bons gestionnaires* ». Selon lui, les réserves de ces régimes « *doivent être fléchées vers, le cas échant, l'amélioration des pensions de retraite, vers la consolidation des finances du régime pour que, dans la durée, il serve les retraites et enfin vers des baisses de cotisations* ».

Sur l'Unedic

Rappelant que l'Unedic est « *financée aux deux tiers par les entreprises* », Patrick Martin redit son opposition à la ponction de 12 milliards d'euros que l'Etat s'apprêterait à faire sur ce régime. « *Là où les retraites complémentaires ont des excédents très importants pour garantir les pensions de retraite dans les années à venir, l'Unedic « traîne » 68 milliards d'euros de dettes dont un tiers a été imputé à l'Unedic par l'Etat lui-même. Donc, il ne faut pas qu'il y ait de confusion. Ces tuyauteries incessantes qui sont branchées par l'Etat sur des ressources qui, naturellement, ne devraient pas être fléchées vers ces destinations, ça devient extrêmement grave* ».

>> Réécouter l'interview sur le site de BFM Business